

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.354/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 2 mai 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des dispositions de la loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, et de l'article 109ter E § 2 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 19 juin 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 33.354/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 2 mei 2002 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van "koninklijk besluit "tot uitvoering van de bepalingen van de wet van 30 juni 1994 ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren, kennisnemen en opnemen van privecommunicatie en- telecommunicatie en van artikel 109ter E § 2 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 19 juni 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

L'article 6, § 2, du projet prévoit des spécifications techniques auxquelles doit répondre l'exécution, par les opérateurs de réseaux de télécommunications et les fournisseurs de services de télécommunications, des réquisitions prévues par les articles 88bis, 90ter et suivants du Code d'instruction criminelle.

Dans la mesure où toutes les entreprises qui fournissent de tels réseaux ou de tels services doivent pouvoir prêter leur concours à ces réquisitions, ces spécifications sont des règles techniques au sens de l'article 1^{er}, 11), de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques.

Par conséquent, elles doivent faire l'objet d'une notification à la Commission conformément à l'article 8 de cette directive. Et en vertu de l'article 9, elles ne peuvent être adoptées avant un délai de trois mois minimum.

Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que la communication a été effectuée, mais que le délai n'est pas encore écoulé.

Le projet ne pourra donc être adopté tant que la formalité prévue par la directive 98/34 n'aura pas été menée à son terme. Si, à la suite d'éventuelles remarques de la Commission, le projet devait être amendé, il devra être à nouveau soumis à la section de législation.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Comme l'indique le Rapport au Roi, le projet tend à exécuter les articles 46bis, § 2, alinéa 1^{er}, 88bis, § 2, alinéas 1^{er} et 3, 90quater, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle, ainsi que l'article 109terE, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

La loi du 30 juin 1994, à laquelle l'intitulé se réfère, est essentiellement une loi modificative. En outre, elle a effectivement inséré dans le Code d'instruction criminelle les articles 88bis et 90quater, mais pas l'article 46bis, qui y a été inséré par la loi du 10 juin 1998.

L'intitulé serait dès lors mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal portant exécution des articles 46bis, § 2, alinéa 1^{er}, 88bis, § 2, alinéas 1^{er} et 3, 90quater, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle, ainsi que de l'article 109terE, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques".

Dispositif

Article 1^{er}

Les 1°, 2°, 3°, 4° et 6°, reproduisent littéralement les définitions figurant respectivement sous l'article 68, 23°, 5°, 19°, 6° et 10°, de la loi du 21 mars 1991, précitée.

Or le projet tend à exécuter, notamment, une disposition de la loi en question et il résulte des travaux préparatoires de la loi du 10 juin 1998, précitée, que les dispositions en cause du Code d'instruction criminelle se réfèrent implicitement aux mêmes concepts ⁽¹⁾. En outre, ces définitions sont susceptibles d'être modifiées par le législateur ⁽²⁾.

En ce qui concerne le 5°, il est emprunté à une disposition ancienne : la notion d'"appareil terminal" a été remplacée par la notion d'"équipement terminal" par l'article 6 de la loi du 3 juillet 2000, modifiant l'article 68, 7°, de la loi du 21 mars 1991.

Toutes ces définitions doivent être omises

En ce qui concerne les notions de "données d'appel" et de "données de localisation", elles appellent l'observation suivante.

L'article 88bis du Code d'instruction criminelle distingue le "repérage des données d'appel de moyens de télécommunication" de "la localisation de l'origine ou de la destination de télécommunications". Selon les travaux préparatoires, les mots "données d'appel" ont été introduits par voie d'amendement du Gouvernement pour remplacer le mot "numéros". Cet amendement était justifié comme suit :

"ce terme est plus large, parce qu'avec la mesure visée par l'article 88bis, on vérifie si une certaine personne utilise des moyens de télécommunications, quand et avec qui" ⁽³⁾.

(1) Doc. parl., Chambre, n° 1075/1 - 96/97, p. 4.

(2) Elles résultent de la transposition de directives européennes. Or celles-ci viennent d'être remplacées par quatre directives publiées au J.O.C.E. du 24 avril 2002. Leur transposition devrait amener des modifications des notions utilisées.

(3) Doc. parl., Chambre, n° 1075/2 - 96/97, amendement n° 3, p. 3.

Quant à la "localisation de l'origine ou de la destination de télécommunications", on vise par ces termes "la détermination de l'endroit vers lequel où à partir duquel la communication en cours a lieu" ⁽⁴⁾.

L'arrêté en projet crée une confusion entre ces deux notions puisqu'il inclut dans les "données d'appel", les "données de localisation". Selon le Rapport au Roi,

"Cette façon de présenter les choses ne signifie évidemment pas que la distinction légale entre les données d'appel et les données de localisation est supprimée ou ignorée. (...). Cependant il n'existe aucune raison juridique ou pratique pour traiter différemment les données d'appel et les données de localisation (...).".

Il procède toutefois d'une mauvaise technique légistique que de donner dans un arrêté d'exécution un sens différent à des termes utilisés par la loi qu'on tend à exécuter. Un tel procédé est susceptible d'induire en erreur les opérateurs sur leurs obligations. L'alinéa 2 de l'article 88bis précise, en effet, que les données relatives au "lieu de la télécommunication" ne sont indiquées et consignées dans un procès-verbal que "si nécessaire".

En outre, les deux définitions qui sont données au 11° et 12° confondent visiblement les deux notions légales. Ainsi, par exemple, "l'adresse IP, le numéro de téléphone de l'appelant" sont des "données d'appel" au sens de la loi et non des "données de localisation".

Il résulte en effet des travaux préparatoires de la loi que les données d'appel visent toute donnée permettant d'identifier l'abonné ou l'utilisateur habituel d'un moyen de télécommunication à partir duquel et vers lequel un appel est adressé, ainsi que le jour, l'heure et la durée de cet appel, tandis que la localisation tend à déterminer le lieu où sont situés les moyens de télécommunications concernés.

⁽⁴⁾ Doc. parl., 1075/1 - 96/97, p. 4.

Le projet pourrait par contre préciser, dans une disposition déterminée et non dans une définition, les données dont dispose en principe l'opérateur de réseau de télécommunication ou le fournisseur de services de télécommunication et qui permettent d'identifier l'appelant et l'appelé, ainsi que, le cas échéant, le lieu où ils sont situés.

A cet égard, l'article 1^{er} pourrait définir ce qu'il y a lieu d'entendre par "identification cellulaire" et "adresse IP".

Article 2

1. Au paragraphe 1^{er}, les mots "les responsabilités et" doivent être omis. Il n'entre en effet pas dans les pouvoirs du Roi de régler les responsabilités respectives des opérateurs ou fournisseurs et des personnes désignées.

2. Le paragraphe 2 doit être omis car la loi prévoit déjà que les personnes qui prêtent leur concours aux mesures prises en vertu des articles 46bis, 88bis et 90ter à 90quinquies, sont soumises au secret professionnel.

3. Au paragraphe 4, le projet devrait préciser quelles sont les informations qui doivent être fournies. En outre, le Rapport au Roi reste en défaut de préciser pour quelle raison ces informations doivent transiter par l'Institut belge pour les services postaux et les télécommunications et la question se pose d'autant plus que les services concernés doivent être informés au plus vite de toute modification.

En ce qui concerne l'alinéa 2 du même paragraphe, les notions d'"heures de service" et de "jour ouvrable" doivent être précisées. L'auteur du projet s'interrogera toutefois s'il n'est pas préférable de prévoir que toute modification est communiquée sans délai.

Article 3

L'article 109terE de la loi du 21 mars 1991 ne vise que "le repérage, la localisation, les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement des télécommunications privées dans les conditions prévues par les articles 88bis et 90ter à 90decies du Code d'instruction criminelle". L'article 46bis attribue au Roi le seul pouvoir de fixer le délai dans lequel les données qui ont été demandées doivent être communiquées.

Le paragraphe 2 ne peut en conséquence trouver un fondement légal dans ces dispositions.

La disposition doit être omise.

Article 4

1. Compte tenue de l'observation formulée sous l'article 1^{er}, il y a lieu de compléter le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et le paragraphe 2, par les mots, "ainsi que, le cas échéant, la localisation de ceux-ci".

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, sera en conséquence rédigé comme suit :

"Pour les appels adressés avant les trente derniers jours, ces données (...) (la suite comme dans le projet)".

2. Le paragraphe 3 fait double emploi avec l'article 10. La même observation vaut pour l'article 5, § 2.

Article 6

Il est renvoyé à l'observation préalable.

Article 8

A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "des autorités" par le mot "légale" ⁽⁵⁾.

Article 9

Cette disposition crée une différence de traitement entre les fournisseurs d'accès Internet et les fournisseurs d'autres services de télécommunications.

Selon le Rapport au Roi, "la raison réside dans le fait que, pour le moment, il n'existe encore aucune norme technique européenne pour l'interception des communications via Internet."

Un tel motif ne peut suffire à justifier que les fournisseurs d'accès Internet ne soient tenus par aucune règle.

En outre, le Roi ne peut s'abstenir, même partiellement, de prendre les mesures d'exécution de la loi. Il est donc tenu, conformément à l'article 90quater, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle de déterminer les modalités du concours technique que tout opérateur de réseau de télécommunication et tout fournisseur de service de télécommunication est tenu de prêter aux mesures de surveillance requises. Le projet ne peut donc prévoir, comme l'indique le Rapport au Roi, qu'il appartient aux fournisseurs d'accès Internet de déterminer eux-mêmes les modalités de leur concours.

⁽⁵⁾ Voy. la loi du 29 avril 1892 portant unification de l'heure en Belgique et la loi du 7 février 1920 portant modification de la loi du 29 avril 1892 fixant l'heure légale en Belgique.

Article 11

Cette disposition est dépourvue de valeur normative et doit être omise.

Annexe

1. Dès lors que seule une annexe est jointe à l'arrêté royal en projet, elle ne doit pas être numérotée "A".

2. Il y a lieu de mentionner exclusivement les montants en "euros" au lieu de "BEF".

3. La formule suivante doit figurer dans l'annexe :

"Vu pour être annexé à Notre arrêté du (...) portant exécution des articles 46bis, § 2, alinéa 1^{er}, 88bis, § 2, alinéas 1^{er} et 3, 90quater, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle, ainsi que de l'article 109terE, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques".

Observations finales quant au texte néerlandais du projet

Les propositions de texte suivantes sont faites sous réserve des observations ci-dessus quant au fond :

Article 2

La première phrase du paragraphe 4 doit être rédigée comme suit : "De coördinatiecel deelt de identificatiegegevens van haar leden, en alle andere nuttige

.../...

gegevens ... te garanderen, mee aan ... ". La deuxième phrase du paragraphe 4 doit commencer par les mots "Dat instituut". A l'alinéa 2 du même paragraphe, on remplacera "overmaakt" par "bezorgt".

Article 7

Au paragraphe 2, 3°, e), on écrira "gepreciseerd" au lieu de "gespecificeerd". Au même paragraphe, 5°, première phrase, on remplacera les mots "die verschillende technologieën dooreen gebruiken" par "die terzelfder tijd verschillende technologieën gebruiken". Dans la deuxième phrase du 5°, on écrira "het mogelijk maken" au lieu de "toelaten".

Article 8

A l'alinéa 2, in fine, on remplacera "modaliteiten" par "nadere regels".

Annexe

Dans l'intitulé, on écrira "Bijlage bij" au lieu de "Bijlage A aan".

VOORAFGAANDE OPMERKING

In artikel 6, § 2, van het ontwerp worden de technische specificaties bepaald waaraan voldaan moet worden bij de uitvoering, door operatoren van telecommunicatienetwerken en verstrekkers van telecommunicatiediensten, van vorderingen zoals bedoeld in de artikelen 88bis, 90ter en volgende van het Wetboek van Strafvordering.

Doordat alle ondernemingen die zulke netwerken ter beschikking stellen of zulke diensten verstrekken, moeten meewerken aan de uitvoering van die vorderingen, zijn die specificaties technische regels in de zin van artikel 1, 11), van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften.

Bijgevolg moeten die specificaties overeenkomstig artikel 8 van die richtlijn ter kennis van de Commissie worden gebracht. Krachtens artikel 9 van diezelfde richtlijn mogen die technische specificaties niet worden aangenomen voordat een termijn van minimaal drie maanden is verstreken.

Uit de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, blijkt dat deze technische specificaties aan de Europese Commissie zijn meegedeeld maar dat de gestelde termijn nog niet verstreken is.

Het ontwerp mag bijgevolg eerst worden aangenomen nadat het vormvereiste vervat in richtlijn 98/34 volledig is nagekomen. Als het ontwerp naar aanleiding van eventuele opmerkingen van de Commissie nog gewijzigd mocht worden, moet het weer ter fine van advies aan de afdeling wetgeving worden voorgelegd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Zoals aangegeven in het verslag aan de Koning, strekt dit ontwerp tot uitvoering van de artikelen 46bis, § 2, eerste lid, 88bis, § 2, eerste en derde lid,

.../...

en 90quater, § 2, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering en van artikel 109terE, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

De wet van 30 juni 1994 waarnaar in het opschrift wordt verwezen, is in de eerste plaats een wijzigingswet. Bovendien zijn bij die wet wel de artikelen 88bis en 90quater ingevoegd in het Wetboek van Strafvordering, maar niet artikel 46bis, welke bepaling ingevoegd is bij de wet van 10 juni 1998.

Bijgevolg zou het opschrift het best als volgt worden gesteld :

"Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 46bis, § 2, eerste lid, 88bis, § 2, eerste en derde lid, en 90quater, § 2, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering, alsmede van artikel 109terE, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven".

Dispositief

Artikel 1

De onderdelen 1°, 2°, 3°, 4° en 6° zijn de letterlijke weergave van de definities die respectievelijk vervat zijn in artikel 68, onderdelen 23°, 5°, 19°, 6° en 10°, van de voormelde wet van 21 maart 1991.

Het ontwerp strekt evenwel tot uitvoering van onder meer een bepaling van die wet en uit de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 10 juni 1998 blijkt dat in de kwestieuze bepalingen van het Wetboek van Strafvordering impliciet met dezelfde concepten wordt gewerkt ⁽¹⁾. Bovendien kunnen die definities door de wetgever worden gewijzigd ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Gedr. St. Kamer, nr. 1075/1 - 96/97, blz. 4.

⁽²⁾ Zij zijn het gevolg van de omzetting van Europese richtlijnen. Die richtlijnen zijn evenwel onlangs vervangen door vier richtlijnen die bekendgemaakt zijn in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen van 24 april 2002. De omzetting van die vier richtlijnen zou moeten leiden tot wijzigingen in de gebruikte begrippen.

Onderdeel 5° is overgenomen uit een oude bepaling : het begrip "eindapparaat" is vervangen door het begrip "eindapparatuur", en wel bij artikel 6 van de wet van 3 juli 2000, waarbij artikel 68, onderdeel 7°, van de wet van 21 maart 1991 is gewijzigd.

Al die definities moeten vervallen.

De begrippen "oproepgegevens" en "lokalisatiegegevens" geven aanleiding tot de volgende opmerking.

In artikel 88bis van het Wetboek van Strafvordering wordt een onderscheid gemaakt tussen het "opsporen van de oproepgegevens van telecommunicatiemiddelen" en het "lokaliseren van de oorsprong of de bestemming van telecommunicatie". Volgens de parlementaire voorbereiding is het woord "oproepgegevens" via een amendement van de regering ingevoerd ter vervanging van het woord "nummers". Voor dat amendement is de volgende verantwoording gegeven :

"deze term is breder, omdat men bij de maatregel beoogd door artikel 88bis nagaat of een bepaald persoon gebruik maakt van telecommunicatiemiddelen, wanneer en met wie"⁽³⁾.

Met de woorden "het lokaliseren van de oorsprong of de bestemming van telecommunicatie" beoogt men "het bepalen van de plaats waarnaar of vanwaar effectief actuele communicatie plaatsvindt"⁽⁴⁾.

Het ontworpen besluit schept verwarring tussen deze beide begrippen, aangezien volgens het ontwerp het begrip "oproepgegevens" ook "signaleringsinformatie" omvat. Het verslag aan de Koning bevat in dit verband de volgende passage :

"Het wettelijke onderscheid tussen oproepgegevens en lokalisatiegegevens wordt hierdoor uiteraard niet opgeheven of genegeerd. (...) Er is echter geen enkele juridische noch praktische reden om oproepgegevens en lokalisatiegegevens ... een verschillende behandeling te geven."

⁽³⁾ Gedr. St., Kamer, nr. 1075/2 - 96/97, amendement nr. 3, blz. 3.

⁽⁴⁾ Gedr. St. Kamer, nr. 1075/1 - 96/97, blz. 4.

Vanuit wetgevingstechnisch oogpunt is het evenwel af te keuren dat in een uitvoeringsbesluit een andere betekenis wordt gehecht aan termen die gebezigd worden in de wet die wordt uitgevoerd. Zulk een handelwijze kan de operatoren doen twijfelen aan de reikwijdte van hun verplichtingen. In het tweede lid van artikel 88bis staat immers dat de gegevens betreffende de "plaats van de oproep" alleen "indien nodig" worden vastgesteld en in een proces-verbaal worden opgenomen.

Bovendien worden die beide wettelijke begrippen kennelijk verward in de definities die opgenomen zijn in de onderdelen 11° en 12°. Zo bijvoorbeeld zijn "het IP-adres" en "het telefoonnummer van de oproeper" "oproepgegevens" in de zin van de wet, doch geen "lokalisatiegegevens".

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet blijkt immers dat onder "oproepgegevens" alle gegevens worden verstaan die het mogelijk maken te bepalen wie de abonnee of de gewone gebruiker is van een telecommunicatiemiddel vanaf waar of waarnaar een oproep gestuurd is, alsook de dag, het uur en de duur van die oproep, terwijl de lokalisatie dient om de plaats te bepalen waar de telecommunicatiemiddelen in kwestie zich bevinden.

In het ontwerp kunnen daarentegen in een afzonderlijke bepaling, en niet in een definitie, de gegevens worden gepreciseerd waarover de operator van het telecommunicatienetwerk of de verstrekker van de telecommunicatiedienst beschikt en aan de hand waarvan de oproeper en de opgeroepene kunnen worden geïdentificeerd, alsmede, in voorkomend geval, de plaats waar ze zich bevinden.

In dat verband kan in artikel 1 worden omschreven wat dient te worden verstaan onder "celidentificatie" en "IP-adres".

Artikel 2

1. In paragraaf 1 dienen de woorden "de verantwoordelijkheden en" te vervallen. De Koning is immers niet bevoegd om de respectieve verantwoordelijkheden van de operatoren of de verstrekkers en van de aangewezen personen te bepalen.

2. Paragraaf 2 dient te vervallen, daar de wet reeds bepaalt dat de personen die hun medewerking verlenen aan de uitvoering van de maatregelen vastgesteld krachtens de artikelen 46bis, 88bis en 90ter tot 90quinquies, tot geheimhouding verplicht zijn.

3. In paragraaf 4 moet worden gepreciseerd welke gegevens moeten worden verstrekt. Bovendien wordt in het verslag aan de Koning niet aangegeven om welke reden deze gegevens moeten worden medegedeeld via het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie, een vraag die zich des te meer opdringt daar de betrokken diensten zo vlug mogelijk van iedere wijziging op de hoogte dienen te worden gesteld.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf dienen de begrippen "diensturen" en "werkdag" te worden gepreciseerd. De steller van het ontwerp dient zich evenwel af te vragen of het niet verkieslijk is te bepalen dat iedere wijziging onverwijld wordt medegedeeld.

Artikel 3

Artikel 109terE van de wet van 21 maart 1991 heeft alleen betrekking op "het opsporen, lokaliseren, af luisteren, kennisnemen en opnemen van privételecommunicatie onder de voorwaarden bepaald door de artikelen 88bis en 90ter tot 90decies van het Wetboek van Strafvordering". Artikel 46bis kent alleen aan de Koning de bevoegdheid toe om de termijn vast te stellen waarin de gevorderde gegevens moeten worden medegedeeld.

Paragraaf 2 kan bijgevolg geen rechtsgrond ontleen aan deze bepalingen.

De bepaling dient te vervallen.

Artikel 4

1. Gelet op de opmerking bij artikel 1, dienen paragraaf 1, eerste lid, en paragraaf 2 als volgt te worden aangevuld : "... in werkelijke tijd, alsmede, in voorkomend geval, de lokalisatie ervan, mee aan de onderzoeksrechter ...".

Paragraaf 1, tweede lid, dient bijgevolg als volgt te worden geredigeerd :

"Voor de oproepen die meer dan dertig dagen oud zijn, worden deze gegevens (...) (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Paragraaf 3 overlapt artikel 10. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, § 2.

Artikel 6

Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking.

Artikel 8

In het tweede lid dienen de woorden "tijdregistratiesysteem van de overheid" te worden vervangen door de woorden "wettelijk tijdregistratiesysteem" ⁽⁵⁾ .

Artikel 9

Deze bepaling voert een verschil in behandeling in tussen de verstrekkers van internettoegang en de verstrekkers van andere telecommunicatiediensten.

⁽⁵⁾ Zie de wet van 29 april 1892 houdende de nieuwe tijdsindeling in België en de wet van 7 februari 1920 houdende wijziging van de wet van 29 april 1892 tot vaststelling van het wettelijk uur.

In het verslag aan de Koning staat : "De reden hiervoor ligt in het feit dat (...) op dit ogenblik nog geen Europese technische normen bestaan voor de interceptie van internetcommunicatie".

Een dergelijke rechtvaardigingsgrond voor het feit dat de verstrekkers van internettoegang door geen enkele regel gebonden zouden zijn, kan niet volstaan.

Bovendien kan de Koning er niet van afzien, zelfs niet gedeeltelijk, om de maatregelen ter uitvoering van de wet vast te stellen. Hij is er dus toe gehouden, overeenkomstig artikel 90quater, § 2, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering, om de nadere regels te bepalen voor de technische medewerking die elke operator van een telecommunicatienetwerk of elke verstrekker van een telecommunicatiedienst ertoe gehouden is te verlenen aan de uitvoering van de vereiste bewakingsmaatregelen. In het ontwerp mag dus niet worden bepaald, zoals in het verslag aan de Koning aangegeven wordt, dat het de verstrekkers van internettoegang toekomt zelf te bepalen volgens welke nadere regels ze zullen medewerken aan de uitvoering van die maatregelen.

Artikel 11

Deze bepaling bezit geen enkele regelgevende waarde en dient te vervallen.

Bijlage

1. Aangezien slechts één bijlage bij het ontworpen koninklijk besluit gevoegd is, hoeft die niet "A" te worden genoemd.

2. De bedragen dienen uitsluitend in "euro" en niet in "BEF" te worden vermeld.

3. De volgende formulering dient in de bijlage te worden gebruikt :

.../...

"Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van (...) tot uitvoering van de artikelen 46bis, § 2, eerste lid, 88bis, § 2, eerste en derde lid, en 90quater, § 2, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering, alsmede van artikel 109terE, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven".

Slotopmerkingen van taalkundige aard

Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen, worden de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 2

De eerste zin van paragraaf 4 dient als volgt te worden herschreven : "De coördinatiecel deelt de identificatiegegevens van haar leden, en alle andere nuttige gegevens ... te garanderen, mee aan ... ". De tweede zin van paragraaf 4 dient aan te vangen met "Dat instituut". In het tweede lid van dezelfde paragraaf vervange men "overmaakt" door "bezorgt".

Artikel 7

In paragraaf 2, 3°, e), schrijf men "gepreciseerd" in plaats van "gespecificeerd". In dezelfde paragraaf, onderdeel 5°, eerste zin, vervange men de woorden "die verschillende technologieën dooreen gebruiken" door "die terzelfder tijd verschillende technologieën gebruiken". In de tweede zin van onderdeel 5° schrijf men "het mogelijk maken" in plaats van "toelaten".

Artikel 8

In het tweede lid, in fine, vervange men "modaliteiten" door "nadere regels".

Bijlage

In het opschrift ervan schrijf men "Bijlage bij" en niet "Bijlage A aan".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS